



RESSOURCE EN EAU DE LA BASSE VALLEE

DU VAR :

UN PASSE, UN PRESENT, POUR QUEL FUTUR ?

Cet atelier territorial sur la ressource en eau de la basse vallée du Var s'est déroulé le 23.04.2015 à Carros (Alpes maritimes), sous la forme d'une journée publique d'information et d'échanges. Le but d'un tel atelier était de réunir les différents acteurs du territoire dans un autre contexte que celui des instances officielles, pour comprendre et partager des enjeux liés à l'utilisation et à la protection de la nappe de la basse vallée du Var. Deux temps ont rythmé la journée : point sur la situation actuelle et projections dans l'avenir.

LE TERRITOIRE AUJOURD'HUI

Fleuve puissant, caractérisé par une pente importante et des débits pouvant varier brusquement, le Var présente un système hydrographique complexe. Les assèchements successifs de la Méditerranée dus aux glaciations et la formation des Alpes ont abouti à une géologie tourmentée : une karstification profonde, un enfoncement des nappes jusqu'à 1500m et des sources sous-marines. Les différents compartiments aquifères présentent beaucoup d'échanges entre eux.

Ce système présente en outre une grande vulnérabilité. Ce fleuve côtier entre Alpes et Méditerranée constitue une importante voie de circulation. La basse vallée, conquise à l'origine pour l'agriculture, a depuis été considérablement modifiée par l'homme : endiguements, gravières, aménagements, infrastructures de transports et de commerce, et présence aujourd'hui de la majorité des activités administratives et industrielles, aéroport...

Par endroits affleurante, la nappe du Var permet l'alimentation en eau d'une grande partie du littoral (600 000 habitants). Les prélèvements ont doublé en 30 ans, passant de 22 millions de m³ en 1970 à 50 millions de m³ aujourd'hui. Le risque est également présent : crues entraînant des inondations, et vulnérabilité de la nappe aux pollutions. Ces enjeux sont depuis le milieu des années 90 discutés au sein d'une Commission Locale de l'Eau et font l'objet d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et d'un contrat de rivière. *"D'autres documents existent aujourd'hui : Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) et Opération d'Intérêt National (OIN) : il faut s'en féliciter car la vallée est restée longtemps sans cohérence".*

Ce système hydrographique représente pour autant un vrai potentiel en eau pour le département, et la préservation de cette ressource en eau constitue le 2^e objectif du SAGE. La nappe est moins sollicitée ces dernières années, l'équilibre se faisant aux dépens de la ressource gravitaire (Vésubie, Cagne)



davantage mobilisée. Cependant, l'évolution de la réglementation avec le relèvement des débits réservés vont porter à nouveau la sollicitation sur la nappe. Il y a donc besoin de s'interroger sur une protection durable de l'eau, à mettre au cœur des projets sur la basse vallée du Var.

"On joue toujours aux apprentis sorciers, notamment dans la basse vallée du Var !"

La basse vallée du Var nécessite de mettre en œuvre une politique de retour à l'équilibre naturel, pour des raisons écologiques, mais aussi économiques (entretenir un système non naturel a un coût réel). Retrouver un fonctionnement naturel permet aussi de travailler sur les inondations. Les enjeux majeurs sont ainsi les suivants :

- Distribuer une eau de qualité et en quantité (contrôle sanitaire effectué par l'ARS, sécurisation à réaliser des périmètres de protection des captages et des DUP correspondantes)
- Utiliser de façon raisonnée les ressources actuelles avant d'aller en mobiliser de nouvelles (prélèvement dans la nappe profonde ou utilisation en géothermie)
- préserver des milieux aquatiques de dimension considérable (présence d'espèces emblématiques et protégées, vallons obscurs...) et restaurer une continuité écologique (amont aval, latérale, sédimentaire) fonctionnelle.
- développer un système d'alerte cohérent et une coopération entre les acteurs en cas de pollution.

Il est demandé par l'assistance qu'une surveillance fine et suivie de la nappe en quantité et en qualité (y compris évolution du biseau salé) soit effectuée et que ces travaux et leurs résultats fassent l'objet d'une large communication¹, en dehors du cadre de la CLE pour informer un large public et parce que la CLE a également d'autres sujets à aborder. Le représentant du Département prend en compte la demande.

QUELLE GESTION POUR UNE EAU EN QUANTITE ET QUALITE SUFFISANTE ?

RAPPEL : CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le climat est modifié de façon naturelle. Ce qui n'est pas naturel dans le changement actuel, c'est le pas de temps : l'homme met 1.5 siècle à faire ce que la nature fait en 20 000 ans.

Les conséquences sont globales, et au niveau local, on ne peut qu'appréhender les choses :

- Modification du cycle de l'eau : modification des régimes des précipitations, réduction de l'enneigement, hausse de la fréquence des événements extrêmes (crues, étiages)
- Hausse des températures de l'air et de l'eau, entraînant une dilatation de l'eau et donc la hausse du niveau de la mer

¹ Un tel suivi et une telle publicisation des résultats étaient autrefois effectués par l'association de la nappe du Var.



- Passage à un climat aride
- Perte de biodiversité.

PROJETS DU TERRITOIRE : QUELLE PRISE EN COMPTE DE LA GESTION – PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU

Le Club des Entreprises de Carros-le Broc est né d'un questionnement : "comment sensibiliser et accompagner les entreprises vers des démarches environnementales sans pour autant d'impact trop lourd sur le plan économique ?".

Sensible à la question des pollutions diffuses, le Club s'est engagé, avec l'appui de l'AE RMC, au-delà des obligations réglementaires (bassins de rétention des eaux en cas d'orage) :

- Mutualisation de la collecte des déchets dangereux
- Mise en œuvre de la démarche "Eau Top" incluant un diagnostic Eau et une meilleure connaissance des problématiques Eau de chaque entreprise et des travaux de mise aux normes.

Eau d'Azur est la régie d'eau qui alimente Nice Côte d'Azur. Son défi est de conjuguer le développement de la plaine du Var et la préservation des ressources. Les prélèvements dans la nappe aujourd'hui baissent, mais il faudra répondre à une demande croissante (nouveaux aménagements, relèvements des débits réservés sur des ressources actuelles) et sécuriser les approvisionnements. De nouveaux captages sont envisagés (Bec de l'Esteron, secteur de Gattières, 2 zones à Nice réservées dans le PLU). Il faut également réglementer les activités :

- Imposer des protections physiques
- Améliorer la connaissance des nappes
- Disposer de systèmes de surveillance et d'alerte
- Economiser l'eau.

L'agriculture dans la vallée est basée sur des exploitations familiales. Cette activité est caractérisée par une diminution de la surface utile considérable et par un vieillissement des agriculteurs. Ces derniers sont sensibles à la question de la nappe. Si l'aspect quantitatif ne paraît pas un sujet d'inquiétude (les prélèvements, en chute, représentent aujourd'hui moins de 1% des quantités disponibles dans la nappe alluviale), l'aspect qualitatif reste problématique : pollution parvenant +/- rapidement à la nappe selon la nature des sols, inquiétude sur les hydrocarbures, remblaiement des zones agricoles par des matériaux inertes sans traçabilité. *"Aujourd'hui, on est en recherche de sécurisation vis-à-vis de ces pollutions diffuses : retrait de nombreux produits phytosanitaires, bonnes opérations de nettoyage de ces mauvais produits, formes d'agriculture faisant appel aux auxiliaires, etc. Le constat est positif, car l'agriculture se maintiendra sur ce territoire : c'est une demande faite à l'EPA et intégrée dans le projet OIN"*.



L'EPA est un outil partenarial, et l'OIN un projet témoignant de la reprise en main par l'Etat de l'aménagement de la plaine. S'agissant de la prise en compte des enjeux eau et milieu aquatique, la basse vallée du Var nécessite de concilier les enjeux de préservation et les enjeux de développement. Les atouts : nombreux outils de connaissance, suivi, gestion ou réglementation de la ressource et mobilisation forte autour d'une communauté d'acteurs très impliquée. Les engagements de l'EPA dans ce domaine sont ainsi orientés vers des objectifs partagés, engagements développés selon 2 échelles :

- à l'échelle de l'EcoVallée, le thème de l'eau est considéré comme majeur inscrit (axe « Restaurer, préserver, valoriser ») dans la stratégie de l'EPA (« Projet de territoire » en 2011, « projet stratégique opérationnel (PSO) » en cours de finalisation).
- à l'échelle opérationnelle, engagement de l'EPA dans la démarche nationale EcoQuartier.

L'EPA travaille en outre avec l'ensemble de ses équipes pour définir les mesures et obligations à respecter qui permettent d'atteindre les objectifs d'éco-exemplarité des projets, dans le respect des procédures et règlements, et avec l'ensemble des aménageurs pour développer des projets éco-exemplaires (2 démarches environnementales²).

La nappe du Var, rappelle l'Agence de l'Eau RM&C, constitue une ressource stratégique à l'échelle du département des Alpes Maritimes. Le bassin versant n'est pas aujourd'hui en déficit (contrairement à ses voisins Loup, Cagne, Siagne), mais sera davantage sollicité à l'avenir en raison du report des besoins. L'objectif pour l'Agence de l'Eau est de préserver la qualité de cette ressource stratégique : intégrer les prescriptions du SAGE dans les documents d'urbanisme, utiliser la maîtrise foncière pour préserver dans la durée la qualité. Il s'agit également de s'adapter au changement climatique : économies d'eau est un maître mot.

A noter que la basse vallée du Var est dans un état écologique moyen en raison des nombreuses altérations morphologiques. Nappe et fleuve étant très liés, tout aménagement sur le fleuve influence la nappe. La vigilance doit enfin se porter sur l'aspect qualitatif, notamment avec des actions à mener sur la gestion des eaux pluviales et sur le ruissellement.

Les échanges avec la salle mettent la lumière sur les travaux en cours ou prévus :

- Choix de conservation et de déplacement du réseau d'eau brute
- Mise en place progressive d'équipements tels que bassins de rétention
- Achèvement de la mise en conformité des stations d'épuration
- Mise à jour du schéma d'assainissement prévue dans le contrat AE RMC – Etat – NCA

² guide pour la prise en compte de la biodiversité, cadre de référence pour la qualité environnementale de l'aménagement et de la construction. En téléchargement ici : <http://www.ecovallée-plaineduvar.fr/>



- Etude en cours : programme de modélisation de la nappe. Il en est attendu une meilleure connaissance du fonctionnement de la nappe et la création d'un outil prédictif d'aide à la décision, qui va devoir être évolutif.

"L'EPA n'a fait que des projets d'urbanisation, et non d'aménagement. On a besoin de logement, d'infrastructures, mais il faut aussi des projets agricoles, paysagers, des espaces naturels..."

Les associations s'inquiètent en outre de l'insuffisance de la prise en compte des directives de l'Etat en matière de risque inondation, d'atteinte à la nappe... et dénoncent l'absence d'étude d'impacts globale portant sur les effets cumulés des projets d'aménagement.

"La question n'est pas de ne plus construire, mais comment pouvons nous faire pour que l'aménagement soit respectueux des ressources et des milieux ?"

"On a démontré ce matin la complexité du secteur ici. On ne doit pas avancer au coup par coup, mais dans une logique globale. Le SAGE pourrait se décliner en un contrat de nappe opérationnel".

"On a la chance d'avoir un SAGE identifiant les enjeux "rivière" et les enjeux "nappe". Le SAGE a une force juridique. On a cet outil, il faut l'animer ! Passons à l'action".

L'Agence de l'Eau RM&C souligne le besoin qui se manifeste de décliner le SAGE de façon opérationnelle. ***"Ce serait à faire au sein de la CLE : voir quelles actions sont programmées dans quels contrats et compléter le cas échéant."***

CONCLUSION

Il semble pertinent de réfléchir à un programme d'actions pour une protection vraie de la nappe, sur les bases

- du SAGE
- d'un travail d'analyse des actions déjà existantes et/ou programmées
- d'une recherche pour des actions complémentaires.

Parmi les actions à identifier, citons notamment

- La protection de la ressource vis-à-vis d'une pollution accidentelle sur les réseaux de transport ou à partir des établissements industriels
- Le développement d'une politique de prévention des pollutions accidentelles
- Un travail approfondi sur les aires d'alimentation de captage
- La rédaction d'un règlement type pour toute nouvelle urbanisation
- ...

La journée et les échanges qui se sont tenus ont mis en exergue la sensibilité et la complexité du sujet. On peut se satisfaire que de tels sujets, qui font s'exprimer des sensibilités différentes, permettent quand même de rassembler tant de monde. On a besoin de dialogue entre les différents acteurs et utilisateurs pour garantir la protection et le partage de la ressource en eau des territoires.